



Jean-Claude Gaudin a réaffirmé son refus d'entendre les revendications portées par la manifestation de l'inter-syndicale devant le Pharo « dont les participants étaient moins nombreux que les policiers ». PHOTO LP

Un budget qui réveille les fractures

Métropole

Au terme d'un débat houleux, le budget 2018 a été adopté par 126 voix pour, 33 contre et 36 abstentions.

Quel que soit leur vote, les élus dénoncent une situation financière très dégradée. Les contradictions entre objectifs et moyens devraient encore s'accroître en 2019.

AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Vifs échanges hier au Palais du Pharo, les uns dénonçant un budget inacceptable, les autres, Jean-Claude Gaudin en tête, reconnaissant les difficultés tout en brandissant la menace d'une mise sous tutelle préfectorale qui aboutirait à des coupes encore plus drastiques pour les communes en cas d'absence de majorité pour adopter le budget 2018.

Gaby Charroux maire PCF de Martigues et président de conseil de territoire ouvre le bal des échanges. Il pointe « une dégradation du service public et une spoliation des choix des élus » par la technocratie. Il demande au président Gaudin d'interpeller le Pre-

mier ministre pour évoquer avec lui et les 6 présidents de conseils de territoire la situation financière intenable de la métropole. « *Mon non-groupe s'abstiendra majoritairement* », ironise-t-il en rappelant à Jean-Claude Gaudin son refus de laisser chaque courant politique disposer d'un groupe. George Rosso, maire communiste du Rove, annonce plus tard qu'avec son homologue de Septèmes Alain Molino, ils partagent « *l'avis de ceux qui sont contre* » mais approuveront le budget au nom du respect témoigné aux maires par Jean-Claude Gaudin dans sa gestion depuis 2001 au sein de la CUM.

Aixit

Joël Mancel, maire DVD de Beaucueil et président du groupe d'intérêt communal à la Métropole Aix-Marseille Provence, annonce également une abstention de la majorité de ses membres, très inquiet sur la tendance qui se dessine pour 2019. Yves Vidal, maire PRG de Grans, s'en démarque en estimant que « *ce budget est sincère* » et que « *la baisse des attributions de compensation c'est pour 2019 pas 2018* ».

Roland Giberti maire de Gémenos et président du groupe de droite Entente pour l'intérêt des communes (Epic), provoque : « *nous voterons pour, ceux qui sont contre sont déjà en campagne électorale* ». Et rejette l'idée d'une augmentation de la fiscalité : « *la course de trap sur le dos du mulet empêche le paysan d'arriver au marché* ».

Gérard Bramoullé (LR) premier adjoint de Maryse Joissains et vice président de la métropole lance une charge violente contre le budget 2018 « *économiquement mortifère avec un effondrement des investissements, territorialement injuste en massacrant le Pays d'Aix et légalement fragile* ». Il votera contre et cite Raymond Aron : « *le recours aux procédés de contrainte pour sortir de crises que l'on a soi-même créées ou aggravées me paraît typique de la manière dont on glisse vers les régimes totalitaires* », suscitant une bronca sur les bancs de la droite marseillaise.

Gérard Chenoz (LR, Marseille) réagit vivement : « *honte aux apprentis-sorciers qui veulent allumer le bûcher sur lequel ils sont assis* », lance-t-il en faisant référence aux risques encourus en cas de mise sous tutelle. Maryse Joissains, évoque son rêve de quitter la métropole « *laissez-nous partir, on veut en sortir* », à l'inverse de Christian Amiraty, maire ex-PS de Gignac qui défend le « *jouer collectif et solidaire* ».

L'ex FN Michel Cataneo, qui a porté plainte pour faits de violence contre Stéphane Ravier, annonce un vote pour. Il sera suivi par tous les anciens élus brouillés avec le sénateur d'extrême droite.

Jean-Claude Gaudin appelant chacun à la responsabilité, insiste : « *si nous n'avons pas de budget qu'allons-nous négocier avec les ministres ?* » Un avis partagé par 126 élus, pour le moment.

L.P.